

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1628 - 24 octobre 1991 - 4,50 F

D 1628 CUBA: RETRAIT DES MILITAIRES SOVIÉTIQUES

Rien ne va plus entre Cuba et l'Union soviétique - ou ce qu'il en reste. En effet, le 11 septembre 1991, dans le cadre de négociations bilatérales à Moscou entre le Soviétique Mikhail Gorbatchev et le Nord-Américain James Baker, le président soviétique annonçait son intention de négocier avec Cuba le retrait de la "brigade d'instruction" constituée de militaires soviétiques et stationnée dans l'île. Le ministère cubain des relations extérieures faisait aussitôt savoir que "ces déclarations publiques du président Gorbatchev n'ont été précédées d'aucune consultation ou d'un avertissement quelconque, ce qui constitue un comportement inconvenant tant du point de vue des normes internationales que des accords passés entre les deux Etats". Généralement estimée actuellement à quelque trois mille hommes, ce contingent soviétique à Cuba est la conséquence directe de la crise des fusées de 1962. Dans la situation de marasme économique du pays (cf. DIAL D 1472) et de raidissement idéologique face à l'effondrement des démocraties populaires d'Europe de l'Est et à la désagrégation de l'Union soviétique (cf. DIAL D 1464 et 1474), cette affaire prend valeur, pour le régime cubain, de nouveau désastre politique.

Ci-dessous larges extraits de l'éditorial (en version française) de **Granma International** du 22 septembre 1991.

Note DIAL

CUBA N'ACCEPTERA JAMAIS D'ÊTRE LIVRÉE NI VENDUE AUX ÉTATS-UNIS

(Intertitres de DIAL)

La décision prise unilatéralement et sans consultation préalable par les autorités soviétiques en ce qui concerne leur personnel militaire à Cuba, qui forme ladite Brigade d'instruction ou, comme on l'appelle entre nous depuis 1979, le Centre d'études n° 12, a de graves implications politiques qui compromettent notre sécurité.

Naturellement, la pratique en vertu de laquelle de grands pays rendent publiques des intentions déterminées et les transforment ainsi en faits consommés n'a rien de nouveau.

(Origines de la brigade soviétique à Cuba)

Il n'y a pas là non plus de quoi surprendre ceux qui comme nous ont vécu l'expérience du dénouement de la Crise d'octobre, dont un des résultats, après les nombreuses conversations soutenues par notre direction à La Havane avec Anastase Mikoyan entre le 3 et le 22 novembre 1962 et l'accord correspondant signé à Moscou le 29 mai 1963, consiste précisément dans la permanence du contingent militaire.

La brigade à laquelle, selon les accords, s'est réduite progressivement la présence militaire soviétique, ce qui était bien connu du gouvernement des Etats-

D 1628-1/4

Unis bien qu'il n'en ait jamais parlé publiquement, est devenue un motif de scandale lorsque pour des raisons démagogiques et de politique intérieure, en plein milieu du sixième Sommet des non-alignés qui se déroulait à La Havane en septembre 1979, les Etats-Unis faisaient des déclarations publiques, au bout de dix-sept ans, sur la présence de la brigade motorisée des Forces armées de l'URSS à Cuba. La direction soviétique d'alors, sans tenir compte de notre opinion - nous étions opposés à l'idée de nier la présence de cette brigade - et au milieu de consultations encore inachevées, cédait à la pression publique étasunienne et faisait des déclarations officielles qui, du soir au matin, transformaient théoriquement cette unité de combat engagée à agir en cas d'invasion des Etats-Unis en un centre d'études prétendument inoffensif. La veille du jour où cette brigade, qui est restée une unité de combat avec tous ses moyens et ses missions de guerre, devait fêter son 29e anniversaire, il est question de la retirer unilatéralement parce que cette présence symbolique, dit-on, appartient à une époque révolue. Pour nous, le terme de symbolique que nous avons été les premiers à employer, a deux sens: d'une part ses forces ne sont pas numériquement significatives pour la défense de Cuba, et, de l'autre, elles sont une expression d'amitié et de solidarité face aux menaces des Etats-Unis.

C'est avec beaucoup de respect et de gratitude que nous évoquons ces journées tendues et parfois très dures avec le camarade Mikoyan, après l'expérience douloureuse et ineffaçable qu'a signifiée pour notre jeune Révolution l'entente soviéto-américaine sur la crise et le retrait des missiles nucléaires de Cuba, sans que celle-ci ait été consultée alors qu'elle avait assumé tous les risques d'extermination nucléaire dans le seul but de renforcer la capacité défensive de la communauté socialiste et avant tout de l'URSS. Les énormes dangers que nous avons courus pour la sécurité de tous et les accords signés qui furent alors violés nous autorisaient à réclamer une présence militaire soviétique minimale, ce qui fut accepté. (...)

(Le temps de l'amertume)

Il est en réalité extrêmement difficile d'éluder des questions qui surgissent de l'honnêteté même avec laquelle nous nous proposons de comprendre ce qui se passe dans la conjoncture actuelle, lorsque l'affrontement Est-Ouest passe pour terminé, avec la disparition d'un des blocs, et lorsqu'au nom d'une pensée rénovée en matière de relations internationales, on semble recourir à nouveau à des pratiques regrettables qui se sont déjà manifestées dans les moments les plus difficiles des relations bilatérales entre Cuba et l'URSS (...)

La révélation, dans le cadre de la conférence conjointe qui a suivi les négociations bilatérales entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, de la décision de retirer le contingent militaire stationné dans notre pays, a convaincu l'opinion publique internationale qu'il s'agissait d'une concession inconditionnelle. En l'annonçant, le président Gorbatchev a omis de faire la moindre allusion à la présence militaire nord-américaine à Cuba, tout comme d'ailleurs le secrétaire d'Etat James Baker qui, favorisé par la connaissance préalable de l'information, a eu le temps de trouver les termes exacts pour le moment où il prendrait à son tour la parole. Notre peuple pour sa part n'a pas manqué de ressentir une intuition amère dans la diversité de sentiments contradictoires qu'a suscités en lui la nouvelle de cette surprenante concession, d'autant plus que quelques jours plus tôt le président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, avait esquivé le thème des relations avec Cuba devant la télévision nord-américaine.

Le 12 septembre, quelques heures après que l'ambassadeur cubain à Moscou ait remis dans le bureau du président Gorbatchev une note officielle au sujet de l'annonce du retrait, le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Boris D. Pankine, donnait une conférence de presse. Aussi bien dans sa déclaration initiale

que dans ses réponses aux journalistes, Pankine a fourni suffisamment d'éléments complémentaires pour que nous soyons en mesure de fixer publiquement, en accord avec le style choisi par les autorités soviétiques, la position cubaine en ce qui concerne la question de principe en jeu. Pour le moment, les mesures supplémentaires de confiance par rapport à Cuba, auxquelles le ministre des Affaires étrangères a fait allusion, s'avèrent secondaires et ne méritent aucun commentaire.

Si l'on en croit le chef de la diplomatie soviétique, l'annonce anticipée à la partie nord-américaine du retrait du contingent militaire - la Brigade d'instruction - avant même que le gouvernement de Cuba ne l'apprenne par les agences de presse, obéissait à la perception que cette décision impliquait une exhortation aux Etats-Unis, à laquelle ceux-ci répondraient peut-être par un geste lors de la rencontre.

Pour le ministre Pankine et, partant, pour les autorités soviétiques, tout est basé sur des espérances qui, si l'on en juge par les hypothétiques gestes que pourraient faire les Etats-Unis, à supposer que ces espérances ne fussent pas dépourvues de fondement, sont extrêmement modestes: par exemple la réduction du personnel militaire de Guantanamo et d'autres mesures également sans importance. Ces expectatives seraient d'ailleurs toujours sujettes au libre arbitre des Etats-Unis et pourraient à tout moment être annulées, selon la conduite nord-américaine traditionnelle, à plus forte raison aujourd'hui qu'ils se sentent les maîtres du monde, alors que les pas que l'URSS se déclare prête à franchir seraient irréversibles et inconditionnels. Il est évident qu'il y a eu des négociations, que des concessions ont été faites aux Etats-Unis au sujet de Cuba, et qu'on a cédé à leurs exigences sans en discuter le moins du monde avec notre pays. (...)

(Retrait simultané des Américains de Guantanamo)

Il est à la fois surprenant et indignant de penser que nous avançons vers un ordre mondial dans lequel les petits pays du tiers monde comme Cuba, dont le système social n'a pas l'heur de plaire aux Etats-Unis, n'ont d'autre alternative que de se soumettre ou de s'exposer à disparaître, et où il n'y aura plus même de place pour les principes éthiques les plus élémentaires - pour ne pas parler des loyautés idéologiques - sans lesquels notre civilisation sera menacée par la suprématie d'une nouvelle barbarie reposant sur la puissance technologique et les délires hégémoniques des Etats-Unis.

Cependant nous continuons de croire dans les peuples et dans l'avenir. Ce que notre pays représente aujourd'hui, nous ne le devons ni aux hésitations ni aux claudications. Face à la superbe de l'empire et aux difficultés surgies dans nos relations avec l'URSS, nous avons choisi la dignité et le respect de nous-mêmes, sans nous faire d'illusions: nous savons que nos ressources matérielles sont réduites et que nous devons faire des efforts vraiment héroïques et surhumains, mais nous sommes disposés à assumer les conséquences d'une position de principes.

Il serait injuste de mettre un signe d'égalité entre les collaborateurs militaires soviétiques à Cuba, continuateurs d'une tradition solidaire et internationale qui a tant apporté, lorsqu'elle était irremplaçable, à la formation de nos Forces armées révolutionnaires, et les soldats yankees stationnés à Guantanamo. Tout comme il serait immoral et injustifiable d'accepter maintenant, précisément dans l'apothéose des discours sur la fin de la guerre froide, quand personne ne peut faire valoir le prétexte de l'expansion communiste ni du danger que pourrait représenter un petit contingent militaire soviétique, qu'une base yankee et ses troupes agressives demeurent sur le territoire national cubain alors que l'unité soviétique se retire. Nous serions disposés à accepter le retrait simultané de notre pays du personnel militaire soviétique et du personnel militaire étasunien.

Ce serait la seule solution équitable, juste et honorable dans les circonstances actuelles. D'autre part ce sont des questions qui doivent être discutées avec nous en tant qu'une des parties concernées.

L'administration Bush baigne dans une orgie de triomphalisme et nous regarde à travers les verres déformants de la catastrophe, avant tout idéologique et politique, de l'expérience socialiste européenne; elle croit voir Cuba abandonnée et sur le point d'être sacrifiée; elle se frotte les mains, imaginant le festin après la défaite de la Révolution. (...)

La décision unilatérale, inconditionnelle et sans consultation préalable de l'URSS de retirer son unité militaire donne le feu vert aux Etats-Unis pour qu'ils exécutent leurs plans d'agression contre Cuba. Voilà ce que représenterait moralement le retrait de ce contingent militaire symbolique. Toute autre explication ou interprétation est dépourvue de sens.

Jamais Cuba n'acceptera d'être livrée ou vendue aux Etats-Unis, et pour ne pas redevenir esclaves nous sommes disposés à lutter jusqu'à la mort.

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am.latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

D 1628-4/4